

L'énergie

produit est utilisé. Il est évident que les pollutions du gaz naturel sont presque inexistantes.

Lorsqu'on parle surtout des régions comme la Gaspésie et l'Est du Canada où le domaine de la pêche représente une activité très en demande, et que c'est presque une activité vitale pour la population, l'utilisation du gaz naturel aura un effet certain dans ce domaine. Lorsqu'on parle des pluies acides et qu'on examine tous les problèmes que cela peut causer dans ce domaine, nous devons faire un effort énorme pour que le gaz naturel, ce produit énergétique qui ne renferme presque aucune pollution, soit accepté dans ce pays. Voilà pourquoi, monsieur le président, notre gouvernement assume ses responsabilités, et nous espérons au cours des prochaines années, que l'utilisation du gaz naturel sera plus considérable, surtout dans l'Est du Canada.

● (2020)

[Traduction]

M. Bill Domm (Peterborough): Monsieur l'Orateur, lorsqu'on envisage même rapidement les ressources énergétiques de notre pays dont l'industrie pourrait tirer parti, on ne peut manquer d'être frappé en constatant à quel point il est insensé de ne pas formuler une politique nationale à la dimension de notre économie canadienne. Mois après mois inlassablement le gouvernement se tourne les pouces, dans une attitude léthargique, obsédé par la question constitutionnelle.

N'y a-t-il donc en face, aucun député assez lucide et sincère pour admettre que la force d'un pays est le produit de choses réelles et de substance, des réalités économiques, tant sociales qu'industrielles? Peut-être les Libéraux ont-ils pour attitude de bercer le monde de beaux discours sur la Constitution pour faire oublier l'état lamentable de l'édifice gouvernemental? Peut-être se soucient-ils davantage de raffiner leur technique publicitaire dans le dessein de faire naître de faux espoirs plutôt que de mettre en valeur les shistes bitumineux, source de véritables espoirs.

Je suis persuadé que tous les Canadiens, qu'ils soient de l'ouest, du centre ou de l'est du pays, n'ont pas manqué de constater, toute l'ironie de la situation ayant été témoins de cinq augmentations du prix de l'essence imposées par les Libéraux qui avaient justement été reportés au pouvoir parce qu'ils avaient promis d'empêcher le prix de l'essence de monter.

Planant au-dessus de la mêlée, les libéraux voient se dérouler l'un des plus graves conflits entre les provinces et le gouvernement fédéral que notre pays ait connus. L'animosité entre les uns et les autres a été stimulée, encouragée et même suscitée. Notre pays n'a nul besoin de telles querelles. Je peux assurer aux membres de la Chambre—et mes collègues de l'Ouest canadien pourront le confirmer—qu'il existe une véritable cohésion et un sentiment général de solidarité entre tous les travailleurs aux quatre coins du pays. Il n'y a rien qui les rapproche plus que cette irritation qu'ils ressentent tous en constatant que le gouvernement libéral n'a pris aucune mesure pour trouver des sources d'énergie de remplacement.

Dans ma circonscription de Peterborough comme au cœur même de l'Ontario industriel, les électeurs voient bien que ce qui est stimulant pour les provinces productrices a un effet encore plus marqué sur les provinces dites «consommatrices». Car ces dernières ne se contentent pas de consommer; ce ne sont pas que des provinces avides et non productrices, désireu-

ses seulement de profiter du pétrole de l'Alberta. Ces provinces travaillent, elles produisent, elles emmagasinent. Elles contribuent, elles aussi, à amener le pays au stade où les richesses seront équitablement réparties.

Le gouvernement pourrait également demander à un travailleur de l'Ontario s'il préfère perdre son emploi parce que les carnets de commandes de son entreprise sont vides plutôt que payer quelques cents de plus à la pompe à essence en rentrant chez lui? Je sais que les travailleurs d'une des sociétés de la région de Dundas, par exemple, qui fabrique les récupérateurs à roues à augets de l'usine Syncrude sont tous favorables à ce qu'on décide d'injecter de l'argent pour favoriser les investissements en capital dans l'industrie pétrolière de l'Alberta. C'est la seule façon pour que leurs carnets de commandes ne se dégarnissent pas. Je suis bien sûr que ces travailleurs préféreraient ne pas rester chez eux à débattre de l'à-propos de l'article 42. Je suis sûr aussi qu'ils préféreraient épauler des oies à l'occasion de parties de chasse de fins de semaine bien méritées que de les voir passer au ralenti sur leurs petits écrans.

Dans ma circonscription de Peterborough, l'usine de la Canadian General Electric, qui est la principale entreprise industrielle de la ville, est très étroitement tributaire de nos approvisionnements énergétiques locaux. J'ai eu l'occasion de discuter l'autre jour avec un représentant de cette usine qui compte 4,800 employés. Il m'a dit en substance que tout projet d'expansion dans le domaine de l'énergie leur profiterait. «Notre ancien marché» a-t-il dit «dépend de l'expansion industrielle; plus on lancera de projets et plus on investira et mieux cela sera pour nous».

● (2030)

Comment l'Ontario produit-il cette électricité? Le pétrole répond à quelque 45 p. 100 des besoins énergétiques de cette province. La Canadian General Electric de Peterborough, par exemple, peut fabriquer des moteurs de pompes, des dispositifs de contrôle, des fils et des câbles pour la prospection et la mise en valeur des ressources. C'est de cette façon que se traduit le nationalisme des Ontariens; il s'agit d'une collaboration à double sens entre l'Ouest et toutes les autres régions du pays en matière de biens, de services et de capitaux. Ce n'est pas une vue d'ensemble de l'équipe libérale, laquelle se complait dernièrement dans les discussions constitutionnelles.

Je dois faire comprendre au gouvernement et aux Canadiens que le fait de retarder l'expansion de l'industrie pétrolière en Alberta, et même à Terre-Neuve ou ailleurs au Canada où l'on pourrait découvrir du pétrole, équivaut à retarder l'expansion industrielle et à nuire à la sécurité économique de toute la nation, de tous les Canadiens, cela ne fait aucun doute. En deuxième lieu, comment dissiper l'horrible malentendu qui règne dans le pays, mais tout particulièrement dans le centre du Canada, selon lequel le facteur le plus important, l'élément primordial dans cette affaire, est celui du coût d'un litre d'essence pour le particulier ou, dans le cas de M. Trudeau, celui du plein d'essence de sa Mercedes?

Le consommateur paie déjà en 1980 seulement, une bonne partie du prix mondial, prix qu'on devrait de toute façon afficher à la pompe d'essence, en contribuant à l'énorme subvention de l'ordre de 1.5 milliard de dollars, en 1980 seulement et ce, à cause d'un manque d'honnêteté et d'intégrité. C'est le prix qu'il nous faut payer pour les importations